

Date : 08/10/12

CSG : déjà la fronde bientôt le recul

Après le recul face aux patrons qui ont mené la fronde des « pigeons », le gouvernement va se heurter cette semaine aux retraités et syndicats refusant toute hausse de la CSG. La retraite est déjà en vue.



« Comment faire accepter une hausse de CSG quand on recule en 48 heures face aux patrons ? », interroge le leader de Force ouvrière, alors que s'annoncent plusieurs journées de contestation dans la rue de salariés et retraités. Photo AFP

Député de Meurthe-et-Moselle et rapporteur du budget, Christian Eckert (PS) ne décolère pas depuis l'affaire des « pigeons » : « Oui, c'est un recul du gouvernement alors que nous préparions des rencontres pour amender la réforme fiscale sur les cessions d'entreprises. On peut s'attendre à des pressions de la sorte sur internet et ailleurs. »

Évaluation du site

Site du quotidien régional Le Républicain Lorrain. Il met en ligne des articles concernant l'actualité générale régionale et nationale.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 297

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Cette retraite précipitée sur le projet de taxation des ventes de sociétés et l'annonce anticipée de 40 milliards d'allègements de charges pour calmer les patrons furieux expose le gouvernement à d'autres contestations cette semaine. Celles des salariés et des retraités.

« Comment faire accepter une hausse de CSG quand on recule en 48 heures face aux patrons ? C'est le pouvoir d'achat qui est en jeu. Nous nous y opposerons », prévient le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly.

Beaucoup d'économistes sont également sceptiques sur des hausses de CSG. Secrétaire général du **cercle des économistes**, Jean-**Philippe Crevel** s'alarme : « Le danger, c'est que toute augmentation d'impôts sur les ménages induit un réflexe d'épargne, donc de baisse du niveau de consommation et d'investissement. »

Taxer banques et immobilier

« On doit trouver d'autres pistes que les prélèvements sur le travail et les salaires », désamorce le ministre de l'Economie solidaire Benoit Hamon. L'intersyndicale des retraités se réunit demain et manifeste jeudi pour lancer l'offensive contre d'éventuels prélèvements nouveaux sur les pensions.

Du coup, Arnaud Montebourg clamait hier son opposition à toute hausse de CSG : « Les banques, l'immobilier, qui sont des secteurs plus abrités, doivent contribuer davantage et il faudra une fiscalité écologique plus forte sur les produits importés. » Le ministre du Redressement productif ouvre un nouveau front de contestation : banquiers, promoteurs et entrepreneurs du bâtiment n'auront pas davantage envie que les « geonpi » de laisser des plumes dans le grand pataugeage fiscal du gouvernement.

Là, encore, les économistes s'alarment. « Le bouc émissaire bancaire est facile et dangereux. Ce ne sont pas les banques qui ont creusé le déficit de l'Etat. Ce dont souffre la France, c'est le manque d'investissement des entreprises. Qui peut financer l'investissement, sinon des banques avec une bonne solvabilité ? Les PME se plaignent justement de ne pas avoir accès aux crédits. Il serait plus efficace d'inciter les banques à aider l'innovation », souligne **Philippe Crevel**.

Quant à l'immobilier, si l'on exclut Paris, la Côte d'Azur, le Pays basque et la Haute-Savoie, il est entré dans une phase durable de ralentissement. « Or le dynamisme de la construction reste un levier fort face au chômage », prévient Jean Lardin, président de l'Union professionnelle artisanale.

Sur fond de plans sociaux côté emploi, de croissance atone côté économie, la quête des 40 milliards pour les allègements de charges sociales se révèle encore plus compliquée que celle des 30 milliards pour le budget de l'Etat. Après s'être privé de la TVA sociale de Sarkozy, avec ces reculs et ces vraies-fausse pistes, le gouvernement s'engage dans une impasse. Au risque de se cogner à un mur fiscal et social.

Pascal JALABERT